

**La Chancelière
de la République Fédérale
d'Allemagne**

**Le Premier Ministre
du Royaume-Uni**

**Le Président
de la République Française**

Paris, le 2 septembre 2009

Monsieur le Président,

Les chefs d'Etat et de Gouvernement du G20 se réuniront à Pittsburgh les 24 et 25 septembre 2009. Un message fort et commun des Etats européens du G20 sera un préalable décisif pour assurer le succès de ce sommet. Il est essentiel que les chefs d'Etat et de Gouvernement, à l'occasion de ce sommet, continuent à mettre en œuvre les mesures de politiques économiques qu'ils ont décidées et qu'ils réaffirment leur volonté de développer un nouveau modèle de croissance soutenable et une meilleure organisation des marchés financiers, afin que la crise que nous avons vécue ne puisse pas se reproduire. Dans le cadre de la préparation du sommet du G20 de Pittsburgh, nous souhaitons attirer l'attention de nos partenaires de l'Union européenne sur les sujets suivants.

Alors que les indicateurs conjoncturels témoignent d'une stabilisation de l'économie, la crise n'est pas terminée et le marché du travail continuera de souffrir des conséquences de la faible utilisation des capacités de production dans les mois à venir. Ensemble, nous devons délivrer le message à Pittsburgh que nous sommes déterminés à mettre en œuvre résolument nos plans de relance. S'il n'y a pas d'alternative aujourd'hui aux mesures que nous avons prises pour lutter contre la crise, nous devons être attentifs à ne pas créer les conditions de nouveaux déséquilibres globaux dans le long terme. Nous devons donc travailler sur des stratégies de sortie qui seront mises en œuvre de manière coordonnée dès que la crise sera terminée.

L'un des enjeux clés du sommet de Pittsburgh sera de concevoir l'architecture d'un cadre de régulation internationale pour le secteur financier afin qu'il soit au service de l'investissement et de la croissance. L'atténuation des tensions financières a conduit certains établissements financiers à penser qu'ils pourraient renouer avec les mêmes principes d'action qui prévalaient avant la crise. Nous ne pouvons l'accepter.

M. Fredrik Reinfeldt
Président du Conseil européen